

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7379>



Les élites ashkénazes en Israël ne laisseront pas les Mizrahim diriger la gauche

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Israël -

+972

Date de mise en ligne : mercredi 18 septembre 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Lev Grinberg. Publié le 16 septembre 2019 sur le site +972 Magazine

(Traduction : Marguerite D'Huart, pour l'UJFP)

Plus de 70 ans après la fondation de l'État d'Israël, la vieille garde ashkénaze de la gauche israélienne tente toujours de tout son poids d'empêcher les Mizrahim et tous autres groupes d'opprimés de prendre les rênes.

A quelques sièges près, il semble que la situation restera telle qu'elle était après ce mardi des Élections parlementaires, avec des blocs de partis de droite et de gauche quasi identiques en nombre de sièges à la Knesset, comme lors des élections précédentes. Et cependant, bien que le résultat semble identique, cela vaut la peine d'examiner le déplacement qui s'est opéré au sein de ce qui était communément appelé la gauche israélienne au cours de ces derniers mois.

Comme conséquence des résultats des récentes élections d'avril dernier, certains parmi les plus petits partis chancelants et en voie de disparition ont cherché à se sauver en rejoignant des coalitions avec des partis plus importants. Ainsi le parti centriste Kulanou de Moshe Kahlon est devenu membre du Likoud, et le parti de la Nouvelle Droite s'est muté au sein de l'Alliance des Partis de Droite, les partis arabes Balad-Ta'al et Hadash-Ra'am ont fait renaître la Liste Unifiée, le parti Travailliste a rejoint le parti Geshet de Orly Levy (lequel n'avait pas réussi lors des précédentes élections), et le parti de gauche Meretz s'est joint à Ehud Barak et à Stav Shaffir pour former l'Union Démocratique.

Ces tentatives de survie dans les rangs du centre-gauche ont conduit à des tensions latentes entre les élites anciennes et ceux qui veulent représenter les communautés opprimées depuis toujours en Israël, et en premier lieu les Israéliens mizrahim (sépharades).

La chute de l'élite ashkénaze

A la suite de l'implosion des Accords d'Oslo en 2001, le célèbre sociologue israélien Baruch Kimmerling a publié un bref ouvrage intitulé « La Fin de l'Hégémonie ashkénaze », décrivant l'effondrement de l'élite laïque ashkénaze qui avait dirigé le pays depuis la création de l'État.

Kimmerling définissait les fondateurs des institutions pré-étatiques sionistes et plus tard les dirigeants de l'État d'Israël comme laïques, vétérans, (anciens combattants) ashkénazes, socialistes et nationalistes. Cette génération a modelé l'identité israélienne à son image, européenne, laïque et moderne, elle a créé le parti Mapaï, contrôlé l'économie et dominé la culture israélienne. Tous les autres groupes composant la société israélienne étaient dominés par cette élite, y compris les citoyens arabes palestiniens et les Juifs ultra-orthodoxes.

Les immigrants Juifs provenant des pays arabes ont été forcés dans un « melting pot » israélien à enterrer leur culture arabe pour intégrer la société, tandis qu'ils étaient envoyés dans des régions éloignées et peu développées pour remplacer les habitants palestiniens expulsés durant la guerre de 1948.

Selon Kimmerling, l'identité israélienne, après les accords d'Oslo, s'est fractionnée en sept communautés : les

Ashkénazes laïques, les Sionistes religieux, les Ashkénazes ultra-orthodoxes, les Mizrahim ou sépharades, c'est-à-dire les Juifs originaires de pays arabo-musulmans, les Juifs venant de l'ex- Union soviétique, les Arabes et les Éthiopiens. Durant cette période, la fin de la suprématie laïque et occidentale sur l'identité israélienne résulte de trois tendances qui se sont développées en Israël au cours des 50 dernières années.

La principale a été l'émergence d'un sionisme religieux, colonialiste et messianique, qui a pris la place historique du mouvement des Travailleurs comme mouvement capable d'assurer l'appropriation de l'intégralité de la Terre d'Israël. Contrairement à l'idéologie des Travailleurs colonisateurs laïques, les sionistes religieux ont développé une stratégie alternative pour l'établissement d'une société coloniale enracinée dans une vision religieuse et messianique.

La deuxième cause de changement a été l'immigration massive de Juifs venant de l'ex-Union soviétique au début des années 1990. A la différence des immigrants provenant des pays arabes, ces nouveaux arrivants ont été acceptés dans la société israélienne sans être précipités dans le « melting pot » ni forcés à renoncer à leur culture d'origine.

La dernière vague a été la tentative des Mizrahim de pénétrer dans l'arène politique, ce qui a débuté en 1984 et culminé avec 17 sièges parlementaires à la Knesset obtenus par le parti Shass sépharade ultra-orthodoxe lors des élections de 1999.

La dissolution d'une identité collective israélienne dans les années 90 a été jugée par beaucoup comme « la fin de l'idéologie sioniste ». Et cela a conduit au renforcement des partis dits « sectoriels », qui représentaient les intérêts des diverses composantes de la société israélienne, tandis que le pouvoir des principaux partis, tels les Travailleurs ou le Likoud, s'affaiblissait.

Le pouvoir de la tribu

En 1981 le premier ministre Menachem Begin remporte la victoire sur son concurrent Shimon Peres par un siège, (48 sur 47), au cours d'une élection qui voit apparaître pour la première fois dans l'histoire israélienne un clivage tribal droite-gauche. La particularité du tribalisme permet aux partis de recruter des soutiens basés sur le sentiment d'appartenance « à des gens comme nous », tout en exprimant de la haine ou de la peur vis-à-vis des membres de l'autre tribu. C'est très avantageux pour des partis politiques, puisque cela leur évite d'affronter les vrais débats substantiels tout en recadrant les élections comme une bataille de « nous contre eux ». Cela a fonctionné en 1981 : les gens de gauche détestaient Begin, et ceux de droite haïssaient Peres.

Droite et gauche se sont toutes deux fabriquées une représentation mythique qui n'a rien de commun avec les politiques concrètes des partis qui les représentent. La gauche se voit comme un négociateur de paix, malgré le fait que le Mapaï, (prédécesseur du Parti Travailleur) et ses partenaires politiques étaient ceux qui ont organisé l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem Est, et des hauteurs du Golan, et qui ont encouragé le développement de la colonisation.

La droite quant à elle se voit comme le protecteur de la totalité de la Terre d'Israël, quand même ce fut Begin qui signa la paix avec l'Égypte ; qui a opéré le retrait du Sinaï et démantelé les colonies dans cette région ; lui qui a reconnu les droits légitimes du peuple palestinien, et accepté d'établir une autonomie pour la Cisjordanie et Gaza sur une période de cinq ans (l'accord n'a pas été signé à ce moment, mais a servi de base aux propositions d'Yitzhak Rabin à Yasser Arafat lors des pourparlers d'Oslo).

A la différence de Kimmerling, j'estime que les Accords d'Oslo ont constitué le moment de fracture de l'identité israélienne, qui jusque là se traduisait par le service militaire obligatoire et la vision des Palestiniens comme l'ennemi

Les élites ashkénazes en Israël ne laisseront pas les Mizrahim diriger la gauche

commun - notion qui scellait les différentes composantes de la société israélienne. Le jour où Arafat et Rabin se sont serré la main sur la terrasse de la Maison Blanche, l'identité israélienne a commencé à se fissurer, en plus de la division traditionnelle droite-gauche.

Partis pour tous - sauf les Mizrahim

La question de la représentation des sépharades s'est déjà trouvée au premier rang de diverses élections dans l'histoire. En 1999, le parti Shass grimpe de 10 à 17 sièges à la Knesset, tandis qu'une nouvelle génération de leaders sépharades commence à émerger. Cependant ces nouveaux profils politiques ne forment pas d'alliances entre eux mais rejoignent des partis établis par les ashkénazes. L'identité sépharade, semble-t-il, est la seule parmi de nombreuses autres à ne pas être reconnue comme légitime. A cette époque les partis russe, ultra-orthodoxe, arabes, ou religieux abondent. Mais dès qu'ils sortent du rang, les députés sépharades subissent la critique.

Chaque leader sépharade sait qu'il risque la mort sociale s'il s'allie à un autre homme politique sépharade. C'est devenu évident au cours de ces derniers mois, après que le parti de gauche Meretz a été félicité pour avoir fait alliance avec Ehud Barak, ex-premier ministre belliciste, malgré l'immense gap idéologique qui les sépare.

L'alliance du leader travailliste Amir Peretz, d'ascendance marocaine, et d'Orly Levy, ex-membre de la Knesset, avec le parti Yisrael Beiteinu d'Avigdor Libermann qui se concentre sur les questions sociales telles que le logement public, a été largement critiquée à travers la gauche. La décision de Peretz de donner la préférence à Levy, une femme sépharade, plutôt qu'au Meretz, parti dominé par les ashkénazes laïques, a fait déborder le vase pour la tribu de l'aile gauche. Dès l'instant où il a tenté de rompre avec le discours tribal traditionnel droite-gauche, Peretz a été accusé de comploter secrètement pour rejoindre la coalition dirigée par Netanyahu au lendemain de l'élection.

L'absence de tout débat politique explique aussi pourquoi la gauche et la droite peuvent continuer à faire appel au tribalisme pour mobiliser les électeurs.

L'identité sépharade est vue comme une menace à l'hégémonie ashkénaze, précisément à cause de sa capacité à proposer une identité collective plus large que celle couverte par la gauche et par le profil nationaliste de la droite.

L'identité sépharade est donc capable de contenir ce qui est perçu comme contradictoire, comme l'identité arabe et l'identité juive, religion et laïcité, modernité et tradition. Ainsi elle devient une identité alternative et inclusive pour tous les Israéliens. C'est aussi la raison pour laquelle les leaders sépharades sont soumis à une pression sans précédent par l'élite ashkénaze.

Dans ce contexte, Avigdor Liberman, le représentant historique des russophones en Israël, s'est transformé en sauveur des élites en voie de disparition. Après avoir rejeté l'offre de Netanyahu de rejoindre la coalition dominante après les dernières élections, Liberman est devenu le faiseur de rois capable de décider de l'issue des élections. Ce qui explique qu'une grande partie de la gauche concentre ses espoirs sur lui.

Le vote russe a été décisif pour les résultats des élections dans les années 90, mais depuis la reprise des hostilités contre les Palestiniens, les représentants russes se sont fermement ralliés au Likoud. Liberman a été le premier à utiliser la haine des Arabes comme principal vecteur de mobilisation des électeurs en 2009. C'est cette incitation à la haine qui lui a valu 14 sièges.

Depuis lors cependant, Netanyahu a appris à utiliser ce racisme anti-arabe beaucoup plus habilement que Liberman, obligeant celui-ci à inventer une nouvelle sorte de haine qui pourrait lui gagner plus d'électeurs. Il a trouvé une

solution en diabolisant les Juifs ultra-orthodoxes, un trait spécifique de la gauche tribale, ce qui lui rapportera vraisemblablement plus de sièges à la Knesset que les cinq gagnés en avril dernier. En sollicitant l'établissement d'un gouvernement d'union laïque avec le Likoud et le parti centriste Bleu et Blanc, Liberman espère élever les représentants russes au même rang que les vétérans des élites ashkénazes.

Mais le tribalisme n'est pas une attitude politique, c'est une forme de mobilisation fondée sur l'inimitié. Si Liberman est capable de former un gouvernement d'union laïque, ce sera non seulement une coalition conservatrice et capitaliste, ce sera aussi une réaffirmation de la légitimité du contrôle militaire d'Israël sur les Palestiniens des territoires occupés. Cela coutera au bloc Haredi de la droite religieuse de Netanyahu de récolter moins de 61 voix mardi.

S'il existe une alternative à la coalition laïque de Liberman, il est peu probable cependant que les élites ashkénazes la soutiennent : une coalition qui cherche à relier les anciennes élites aux groupes qui ont toujours été discriminés par ces mêmes élites, y compris les Mizrahim et les Sépharades, les ultra-orthodoxes et les citoyens Palestiniens. Yitzhak Rabin a été assassiné pour avoir tenté de créer ce type d'alliance, et personne depuis n'a été assez courageux pour faire face à un tel risque.

Il n'est pas seulement question ici de mathématiques et de nombre de sièges à la Knesset, mais plutôt de volonté politique. Amir Peretz a été brutalement réduit au silence par la gauche tribale pour avoir explicitement soutenu cette vision alternative, aux allures rabiniennes. Somme toute, l'inclusion des identités autres n'a jamais fait partie des outils du centre-gauche dès lors qu'il s'agit de réunir des électeurs. Peut-être la donne changera-t-elle après ces élections, et la tribu révisera ses stratégies.

Lev Grinberg est professeur de sociologie politique, président fondateur du Département de Sociologie et d'anthropologie de l'Université Ben Gourion, et professeur invité au Département de Sociologie de l'université de Dartmouth.